



CA de la Brie Francilienne (Siren : 200022523)

FICHE SIGNALETIQUE BANATIC

Données générales

Nature juridique	Communauté d'agglomération (CA)
Commune siège	Roissy-en-Brie
Arrondissement	Torcy
Département	Seine-et-Marne
Interdépartemental	non

Date de création

Date de création	22/10/2009
Date d'effet	01/01/2010

Organe délibérant

Mode de répartition des sièges	
Nom du président	Mme Monique DELESSARD

Coordonnées du siège

Complément d'adresse du siège	Mairie de ROISSY-EN-BRIE
Numéro et libellé dans la voie	9 rue Pasteur
Distribution spéciale	
Code postal - Ville	77680 ROISSY-EN-BRIE
Téléphone	01 60 64 03 71
Fax	01 60 29 25 36
Courriel	administration@briefrancilienne.fr
Site internet	

Profil financier

Mode de financement	Fiscalité professionnelle unique
Bonification de la DGF	oui
Dotation de solidarité communautaire (DSC)	non
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	non
Autre taxe	non
Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM)	non
Autre redevance	non

Population

Population totale regroupée	59 369
-----------------------------	--------

Densité moyenne 2 175,49

Périmètre

Nombre total de communes membres : 2

Dept	Commune (N° SIREN)	Population
77	Pontault-Combault (217703735)	36 743
77	Roissy-en-Brie (217703909)	22 626

Compétences

Nombre total de compétences exercées : 28

Compétences exercées par le groupement
Environnement et cadre de vie
- Eau (Traitement, Adduction, Distribution)
- Assainissement collectif
- Lutte contre les nuisances sonores
- Qualité de l'air
<i>Lutte contre la pollution de l'air</i>
- Autres actions environnementales
<i>Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie</i>
Services funéraires
- Création, suppression, extension, translation des cimetières et sites cinéraires
Sanitaires et social
- Activités sanitaires
- <i>Mise en place et gestion d'une permanence de soins (service médical de garde) - Gestion du centre médico-sportif</i>
- Action sociale
Politique de la ville
- Dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale
<i>Dispositifs contractuels de développement urbain ; de développement local et d'insertion économique et sociale d'intérêt communautaire.</i>
Dispositifs locaux de prévention de la délinquance
- Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance
<i>Dispositifs locaux, d'intérêt communautaire, de prévention de la délinquance.</i>
Développement et aménagement économique
- Création, aménagement, entretien et gestion de zone d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique
- Création, aménagement, entretien et gestion de zone d'activités portuaire ou aéroportuaire
- Action de développement économique (Soutien des activités industrielles, commerciales ou de l'emploi, Soutien des activités agricoles et forestières...)
Développement et aménagement social et culturel
- Construction ou aménagement, entretien, gestion d'équipements ou d'établissements culturels, socioculturels, socio-éducatifs
<i>En application des dispositions de l'article L 5216-6 du GCCT, la communauté d'agglomération se substitue de plein droit au syndicat intercommunal d'équipements de sports et de loisirs aquatiques (SIESLA), en charge de la gestion du complexe sportif dénommé Le NAUTIL, le périmètre de ce syndicat étant identique à celui de la communauté.</i>

- Construction ou aménagement, entretien, gestion d'équipements ou d'établissements sportifs <i>En application des dispositions de l'article L 5216-6 du GCCT, la communauté d'agglomération se substitue de plein droit au syndicat intercommunal d'équipements de sports et de loisirs aquatiques (SIESLA), en charge de la gestion du complexe sportif dénommé Le NAUTIL, le périmètre de ce syndicat étant identique à celui de la communauté.</i>
Aménagement de l'espace
- Schéma de cohérence territoriale (SCOT)
- Schéma de secteur
- Création et réalisation de zone d'aménagement concertée (ZAC)
- Organisation des transports urbains <i>Au sens du chapitre II du titre II de la loi n° 82-1153 du 30/12/1982 d'orientation des transports intérieurs, sous réserve des dispositions de l'article 46 de cette loi.</i>
Voirie
- Création, aménagement, entretien de la voirie <i>- Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; - création ou aménagement et entretien de parcs de stationnement d'intérêt communautaire. - Etude et réalisation de circulations douces</i>
Logement et habitat
- Programme local de l'habitat
- Politique du logement social <i>Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.</i>
- Action et aide financière en faveur du logement social d'intérêt communautaire
- Action en faveur du logement des personnes défavorisées par des opérations d'intérêt communautaire
- Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH)
- Droit de préemption urbain (DPU) pour la mise en oeuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat
Autres
- Réalisation d'aire d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage <i>Gestion des aires d'accueil des gens du voyage de Roissy-en-Brie et Pontault-Combault.</i>
- Autres <i>- Actions en faveur de la santé : études relatives à la création d'un centre de prévention en matière de santé. - Etude et réalisation de l'aménagement du Morbras et de ses berges, défense de l'environnement sur tout le bassin du Rû du Morbras et de ses affluents. - Elabiration d'un agenda 21. - Sans préjudice des dispositions spécifiques prévues par le CGCT et applicables aux communautés d'agglomération, notamment dans son article L 5216-5, la communauté d'agglomération peut à la demande d'une commune membre assurer des prestations de services se rattachant à son objet dans les conditions de l'article L 5211-56 du CGCT. Les contrats relatifs à ces prestations sont conclus dans le respect des règles des lois et du code des marchés en vigueur.</i>

Adhésion à des groupements

Dept	Groupement (N° SIREN)	Nature jur.	Population
77	Syndicat mixte pour l'alimentation en eau potable de l'Ouest Briard (259400489)	SM fermé	67 588
75	Paris Métropole (200020675)	SM ouvert	7 013 402

Sources : DGCL, BANATIC / Insee, RP (population totale légale en vigueur en 2014 - millésimée 2011)